

LE JOURNAL DU MINEUR

ORGANE MENSUEL DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES MINEURS - C.F.D.T.
Siège administratif : 35, rue des Feronniers — 59500 DOUAI — Tél. 88-61.86



CONTINUER ! ...

Une année nouvelle s'ouvre à nous...
Qu'il nous soit permis, au seuil de 1975, de présenter à tous nos lecteurs et à travers toute la profession minière, nos vœux de paix, de bonheur et de bonne santé.

Les années se succèdent avec leurs problèmes, leurs difficultés, mais aussi leurs joies et leurs espérances. « La roue tourne » dit une vieille expression populaire. Elle tourne, certes, mais il dépend de chacun d'entre nous qu'elle tourne à un certain rythme et dans un certain sens...

Le bonheur des Hommes et le sens de l'Histoire dépendent de la volonté de chacun d'entre nous. Rien n'est fatal !... La misère, la guerre, la domination de quelques minorités, l'injustice et tant d'autres situations qui font la vie quotidienne de l'humanité, ne sont pas dans l'ordre des choses, mais plutôt dans leur désordre.

OUI, IL FAUT CONTINUER !

- Continuer à dénoncer l'injustice et à prendre les moyens pour transformer les situations...
- Continuer à se battre chaque jour pour une société plus égalitaire où le bonheur ne sera plus l'argent mais la possibilité tout simplement d'ÊTRE...
- Continuer à prendre notre place dans la lutte collective des organisations syndicales pour contribuer à la LIBÉRATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE...

1974 a permis certains progrès. La C.F.D.T. y est pour quelque chose.

Une nouvelle grille des salaires a été instituée et a permis d'améliorer les classifications de certaines catégories du personnel des Mines. Le principe de la revalorisation de la profession minière a été reconnu. La Prime de Productivité a été améliorée ; l'indemnité de logement a été revalorisée. Les prix de tâche ont été améliorés. Des garanties nouvelles en cas de mutation ont été obtenues.

Le gouvernement, certes sans remettre en cause fondamentalement sa politique charbonnière, a cependant été contraint de freiner la régression charbonnière.

L'ensemble des substances minières ont ainsi bénéficié des résultats de l'action des organisations syndicales et en particulier de celle de la C.F.D.T. qui n'a pas hésité à prendre très largement sa place dans les luttes qu'a connues la profession, en particulier en LORRAINE. BEAUCOUP RESTE ENCORE À FAIRE !...

- La politique charbonnière dans le cadre d'une nouvelle politique de l'énergie doit être revue plus fondamentalement. L'objectif 1980 ne doit pas être 20 millions de tonnes, mais au minimum 30 millions de tonnes.

- Une deuxième étape doit intervenir dans le domaine de la revalorisation de la profession (nous exposons dans ce journal les positions défendues par la C.F.D.T. aux Charbonnages de France le 20 décembre).
- Les avantages en nature (chauffage-logement) doivent être améliorés ainsi que reconnue leur conception dans le sens d'une uniformisation progressive...
- La progression des salaires doit être mieux protégée de l'augmentation du coût de la vie...
- La situation des retraités, des veuves et des invalides doit être substantiellement améliorée.

Oui, beaucoup reste à faire !... La tâche est grande !... Il dépend de chacun d'entre nous que demain cesse l'exploitation et la domination de quelques minorités.

Le syndicalisme représente l'outil dont dispose la classe ouvrière pour conduire ses luttes et faire progresser ses espérances. La C.F.D.T., par son dynamisme et son projet de société, entend prendre sa place dans cette lutte.



LA C.A.R.C.O.M.

COMMUNIQUE :

ALLOCATAIRES

C.A.R.C.O.M.

Vous constaterez que votre allocation, au 1^{er} janvier 1975, sera supérieure de 6,3 % à celle que vous avez perçue le trimestre précédent. Ceci résulte d'une décision du Conseil d'Administration de l'U.N.I.R.S. qui, à titre exceptionnel, a voulu réviser, dès le 1^{er} janvier 1975, le montant des allocations pour tenir compte de l'évolution du coût de la vie et de la progression des salaires qui servent de base au calcul des cotisations encaissées par le régime.

Cette décision est applicable aux allocations des 1^{er} et 2^e trimestres 1975.

Elle ne modifie pas les dispositions actuellement en vigueur qui prévoient la révision de la valeur du point de retraite à effet du 1^{er} juillet de chaque année. Il y aura donc au 1^{er} juillet 1975 une nouvelle augmentation de cette valeur qui complètera celle du 1^{er} janvier 1975.

A chacun d'y prendre la sienne et de contribuer ainsi à faire de 1975 une belle et grande année pour la Classe Ouvrière, c'est-à-dire pour l'HOMME.

Jean KASPAR,
Secrétaire Général.

OPERATION EQUIPEMENT

POUR LA C.F.D.T.

1 BRIQUE = 20 Fr

Face à son développement croissant et pour faire face à ses responsabilités importantes, la C.F.D.T. doit disposer de moyens matériels nouveaux à tous les niveaux de l'organisation :

- un nouvel immeuble (rue Cadet) pour la confédération,
- l'aménagement de l'immeuble rue Montholon qui sera réservé aux fédérations,
- des équipements (locaux, matériel de tirage etc...) aux unions régionales (chargées elles-mêmes d'équiper les unions locales) et aux fédérations.

C'est pour ces raisons qu'a été lancée

UNE GRANDE SOUSCRIPTION :

L'OPÉRATION ÉQUIPEMENT
OU OPÉRATION BRIQUES

- Chaque adhérent C.F.D.T. doit souscrire une brique à 20 F.
- Chaque travailleur doit être sollicité pour apporter sa contribution financière à l'efficacité de l'action syndicale.



Adressez - vous à votre
syndicat
ou à un militant
C.F.D.T. ...

A NOS LECTEURS

L'action de nos camarades des P.T.T. ne nous a pas permis de sortir le numéro de Décembre 1974.

Nos lecteurs comprendront donc le pourquoi de l'absence de journal depuis deux mois.

Nous reprenons la publication normale avec ce numéro de janvier 1975.

MERCI.

BASSIN DES CEVENNES

ENTREVUE DU 2.12.1974 A LA LEVADE AVEC MM. MATTEOLI ET GARDENT

DECLARATION LIMINAIRE

« Si nos mines ne sont pas en mesure de fournir le supplément de charbon qui permettrait aux Français d'avoir moins froid l'hiver prochain, ce n'est pas le fait du hasard, ni la conséquence de l'épuisement total des gisements, mais le résultat d'une volonté délibérée. Celle des gouvernements qui ont décidé il y a plus de 10 ans, le sacrifice des houillères nationales sur l'autel du libéralisme économique... » C'est ainsi que les programmes dramatiques de récession fixés par le gouvernement ont conduit les houillères à pratiquer une politique fortement sélective des réserves qui a entraîné une dégradation rapide des gisements et une certaine dilapidation du patrimoine national... »

On croirait entendre un représentant C.F.D.T., et pourtant c'est M. TIFFON, Secrétaire Adjoint des Cdf qui s'exprime ainsi, dans « Le Monde » du 27 Juin 1974, page 33...

Qu'avons-nous vu en Cévennes ?

En nationalisant les anciennes houillères, l'Etat a pris en charge la plus grosse industrie, et de loin, de la région Languedoc - Roussillon et partout le soutien d'une bonne partie de l'économie des Cévennes.

Pour situer l'évolution de l'entreprise Houillères des Cévennes, nous ne citerons que deux chiffres :

Effectif du Bassin en 1946 : 20 222 agents.

Effectif de la Houillère en 1973 : 4 082 agents.

Les Directions locales, à l'instar de nos gouvernants, ont toujours justifié cette récession monstre par le manque de rentabilité des exploitations, avec la nuance que le seul responsable de cette non compétitivité était le charbon et non la gestion catastrophique de l'entreprise.

Depuis l'application du protocole relatif aux Comités d'Entreprise, jamais les représentants du personnel n'ont été consultés ni informés en temps utile sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale d'un établissement. La Direction se contente seulement d'informer au dernier moment, des décisions qu'elle a prises, concernant la production ou le volume et la structure des effectifs, ou les conditions d'emploi ou de travail du personnel.

La gestion de notre Direction locale, non seulement est allée dans le sens de cette récession fixée par le gouvernement, mais nous avons vu dilapider les réserves que l'équipement du Bassin, et plus particulièrement du Secteur Nord, auraient permis d'exploiter.

Ceci jusqu'à maintenant où les nouvelles conditions économiques découlant de la crise de l'énergie, rendent rentable notre exploitation. Nous voyons fermer le siège où non seulement les conditions de travail sont de loin les meilleures, mais qui était le seul, lorsque son charbon était traité séparément, à voir la valorisation de ses produits, supérieurs au prix de revient Fond. Lorsque le meilleur est arrêté, il est plus facile de fermer ce qui reste...

Pour justifier cette politique d'abandon, on nous a servi tous les arguments : non compétitivité, mauvaise qualité, défection de la clientèle, % de matières volatiles D.I... manque d'épaisseur des couches et, maintenant que la crise énergétique rendrait notre production rentable, on nous parle du manque d'effectifs et du peu de volume des réserves.

Sur la qualité du Charbon de St-Florent nous dirons seulement que lorsque les Ingénieurs commandent des calibres pour leur chauffe personnelle ils soulignent au crayon rouge « Qualité St-Florent ».

BRADERIE ET PILLAGE ORGANISES

La C.F.D.T. dénonce fermement la gestion de braderie qui a été celle de notre Houillère : le seul poste qui a été vraiment surveillé est celui des salaires :

Sans évoquer les milliards (francs anciens) investis en des installations que la politique charbonnière a rendues caduques avant même qu'elles aient fonctionné, nous parlerons des retards mis à la normalisation des matériels entre les différents secteurs, de la remise au secteur privé d'une bonne partie des manutentions et des transports - ce qui n'empêche pas de maintenir un parc automobile, dans lequel la pléthore des voitures de tourisme ne sert bien souvent à promener sur les chantiers... et leurs abords, des improductifs, alors que les agents à la production voient s'allonger leurs heures de trajet par la centralisation de l'exploitation. Nous pourrions parler des tonnes de matériels qui ont séjourné des mois en magasin avant d'être bradés, de la venue en Cévennes de 80 piles de soutènement marchant amenées de BLANZY et remises en état après des mois de travail ; elles viennent d'être ferrailées sans avoir jamais servi. N'importe quel agent de la Houillère pourrait allonger la liste.

Nous avons connu plusieurs scandales que leur ampleur a rendu publics : au service des Domaines, Secteur Centre, un agent de maîtrise a été déplacé dans une autre Houillère ; au Secteur Nord un entrepreneur qui revendait à moitié prix des calibres et qui avait accumulé plus de 400 tonnes de retard de livraison dans les chauffes n'a jamais été interdit de carreau ; on a vu disparaître 40 rouleaux de grillage en une seule fois à St-Florent (plusieurs tonnes ne s'emportent pas dans un cabat !) et jamais la Direction n'a cherché à compenser le préjudice causé, par une action en justice ! D'ailleurs nous assistons encore actuellement au pillage du carreau de St-Florent, ou plutôt de ce qu'il en reste.

Pour terminer nous dirons que, non seulement aucun compte n'a été tenu du contre-projet des organisations syndicales, mais que la Direction a établi son plan de production sans consulter les services techniques, notamment les Ingénieurs.

NOUS RESISTERONS !...

Ayant commencé avec M. TIFFON, nous terminerons avec lui : « Nous verrons pendant les prochains hivers si quelques degrés en moins et plusieurs semaines sans chauffage sont sans importance ! ».

Il y a des années que Gouvernements et Directions nous préparent à cet « enterrement » et on nous a volontairement « englué » dans cette récession.

Mais on dit que par nature le Cévenol est tenace et combatif et qu'il est difficile de lui raconter des « blagues » surtout lorsqu'il s'agit de la mine car il connaît son métier.

Tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a dans les Cévennes du charbon exploitable pendant de nombreuses années.

Dire aux cévenols qu'il faut fermer les Mines alors qu'ils marchent sur des tonnes de charbon et qu'il faut actuellement de l'énergie, leur paraît impensable et contraire à la logique même des choses !...

Nous demandons qu'en fonction des réserves réellement existantes soit établi un nouveau plan de production dynamique et tourné vers l'avenir, sans cadre préétabli et non un plan de ralentissement de la récession même si celui-ci devait régler partiellement le problème social des Mineurs.

Afin de relancer la production des Cévennes nous réclamons la réunion d'une nouvelle « table ronde » entre Charbonnages de France et les organisations syndicales pour la révision de Plans de production et l'avenir des Cévennes.

Mais on dit que par nature le Cévenol est tenace et l'avenir des Cévennes.

OUVRIERS QUALIFIES DE METIER

IL FAUT ACCELER LES DISCUSSIONS !...

LETTRE à
Monsieur GARDENT
Directeur Général
des CHARBONNAGES
DE FRANCE

Mulhouse, le 13 Décembre 1974

Monsieur le Directeur Général,
Le Bureau National de notre Fédération a fait le point de la situation des ouvriers de métier, à la suite des orientations qui se dégagent du projet de protocole d'accord du 4 Novembre.

Il regrette que les discussions d'application dans les bassins n'avancent pas plus vite, ce qui bloque la conclusion définitive de cet accord.

Je me permets d'insister pour vous demander de bien vouloir intervenir auprès des Directeurs de Houillères, dans le but d'accélérer la procédure, ce qui permettrait aux fédérations de se prononcer rapidement et de faire bénéficier le personnel concerné des améliorations de ce protocole.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, à l'assurance de ma considération très distinguée.

J. KASPAR
Secrétaire Général

ANALYSE SUR LES EVENEMENTS DE St FLORENT

Déclaration faite par notre Camarade MAUREL à l'Assemblée Générale des Mineurs de St-Florent le 19-10-1974.

Après trois semaines de Grève exemplaire au puits de St-Florent, il faut faire le point et constater que si nous n'avons pas réussi à infléchir la décision patronale, nous avons fait monter au plus haut niveau la question de la survie de notre puits et embarrassé Directions et Gouvernement, ceci à tel point que le black-out le plus complet est fait sur notre mouvement.

La C.F.D.T. remercie chaleureusement les camarades de la C.G.T. : nous avons montré ce que peut l'union lorsqu'elle est pratiquée avec franchise.

Par contre, en Cévennes nous avons vu se renouveler la « trahison de Forbach », où les organisations C.G.C., C.F.T.C. et F.O. ont fait bon marché de l'avenir des exploitations...

Durant les semaines passées, leur attitude équivoque a jeté le trouble dans l'esprit de nos camarades des autres puits qui, ne se sentant pas immédiatement menacés par la fermeture, ont pu croire que des manœuvres de couloirs allaient apporter le salut !...

Notre mouvement qui aurait dû intervenir de détonateur et entraîner tout le personnel dans un vaste mouvement de protestation n'a pu dépasser les frontières de nos vallées.

A ces organisations qui ont toujours le stylo à la main pour parapher de nouveaux accords, nous disons :

La condamnation de St-Florent n'est pas celle d'un seul puits, mais celle de toute la Houillère des Cévennes. Aucun mineur n'ignore que dans un délai d'un an va se poser le problème de la fermeture d'un autre puits, et à Saint-Etienne, notre Directeur Général M. Proust, ne nous a pas caché que les Cévennes auraient des difficultés à atteindre 1977. Le problème est donc bien posé et il intéresse

tous les travailleurs de la Houillère des Cévennes.

Mais le conflit ne se résume pas à un duel St-Florent - Direction locale, M. Maurin.

La mort de St-Florent et celle des Cévennes ont été décrétées dans les conclusions de la commission de l'art. 11, qui, si elles recommandent de doubler pratiquement la production et les effectifs du Centre-Midi, ne retiennent rien pour les Cévennes.

Je rappelle ici que la C.F.D.T. (et plus particulièrement notre camarade Kaspar) a été la seule organisation syndicale à ne pas signer ces conclusions.

Vous voyez que la solution ne peut se déterminer à un niveau local, puisqu'il s'agit rien de moins que de modifier une décision prise sur le plan national. Cette révision ne peut être obtenue par la seule action de quelque dizaines de Mineurs occupant un puits complètement détaché du reste de la Houillère et ne gênant en rien la marche de l'ensemble.

Le combat doit sortir de notre vallée et s'étendre. Les coups de matraque reçus par nos camarades de Faulquemont l'ont été par la profession toute entière ; si Faulquemont et St-Florent ont vu leurs travailleurs mobilisés, c'est toute la masse des travailleurs des Cdf qui doit l'être. Ainsi nous créeront le rapport de forces qui obligera le Gouvernement à reconsidérer sa position.

Nos camarades lorrains ont du évacuer la DG mais l'affaire n'est pas réglée puisque dix maires de la région vont être reçus au ministère : à la suite du maire de Faulquemont, représentant C.F.D.T., 16 maires de l'arrondissement ont démissionné.

Mineurs de St-Florent, la C.F.D.T. vous dit : CAMARADES, vous n'avez pas perdu la bataille aux yeux de l'histoire, car dans quelques mois, quand les populations manqueront de chauffage, les battus, ne seront pas de ce côté, mais vous ferez figure de précurseurs.

Vive le Puits de St-FLORENT

bassin de lorraine

OUVRIERS DE METIER

L'ACTION A DEJA PAYE

IL FAUT CONTINUER ET IMPOSER
DEFINITIVEMENT NOS OBJECTIFS PAS
ENCORE ATTEINTS

Depuis le début de l'année 1974 les ouvriers de métier revendiquaient un Statut. Après avoir arraché avec le personnel du jour l'accession en catégorie 7 sans « quota » à travers les actions de 1972/1973, la Direction déclarait inlassablement à la C.F.D.T. son refus d'accorder une place dans la convention collective aux ouvriers de métier.

Les ouvriers de métier du fond — ou hormis les électro-mécaniciens régis par un protocole particulier — ne pouvaient pratiquement pas parvenir en catégorie 6.

Mais l'action aidant les Houillères Lorraines ayant transmis le dossier à Paris, nous nous sommes retrouvés en négociation le 28 juin 1974 pour enfin ouvrir le dossier des ouvriers de métier.

La réunion du 28 juin : DÉCEVANTE

Le 28 juin a été décevant à plus d'un titre. D'abord pas de véritable déroulement de carrière pour les ouvriers de métier.

Embauchage en catégorie 3, essais professionnels systématiques, valeur différente d'un C.A.P. par rapport à un autre, rien de prévu pour les ouvriers de métier formés sur le tas ou en F.P.A.

Dès leur retour dans le Bassin — en juillet pour Petite Rosselle, en août et début septembre pour les autres secteurs du Bassin — les militants C.F.D.T. ont organisé des assemblées d'information et de décision d'action sur les Puits et dans les Services.

Ces réunions avec une importante participation des ouvriers de métier, ont été l'occasion d'exprimer clairement l'opposition aux projets des charbonnages de France concernant les ouvriers de métier du fond et de la surface.

L'action s'organise

Pendant que d'autres Syndicats s'avançaient déjà le stylo à la main pour signer, la C.F.D.T. proposait aux mineurs, ouvriers de métier du fond et de la surface, suite aux décisions prises en réunion avec les ouvriers de métier, d'organiser l'action.

CHANGEMENTS D'HOMMES

Communiqué de Presse du 13-12-1974

Depuis des années, c'est le démantèlement des Houillères qui est imposé aux Mineurs.

La Politique Charbonnière qui a été préjudiciable à la Nation du point de vue de son énergie et aux Mineurs pour leur situation sociale, n'a pas été le fait des seules Directions.

C'est tout une orientation de la Politique des Gouvernements successifs qui est en cause.

Cela la C.F.D.T. ne peut l'oublier au moment du changement d'équipe de Direction à la tête des Houillères du Bassin de Lorraine.

Ce principe affirmé, la C.F.D.T. note tout de même que le « fait accompli » a trop souvent présidé aux relations de la Direction avec les Syndicats, auxquels on voulait accorder qu'un droit d'intervention sur les conséquences de choix faits en dehors des travailleurs. L'expression sur les causes des problèmes et l'intervention concernant l'élaboration des décisions a généralement été refusée aux Syndicats.

ALORS LES CHANGEMENTS D'HOMMES SONT-ILS SIGNIFICATIFS D'UNE MODIFICATION DE POLITIQUE ENVERS LES MINEURS ?

C'est là l'interrogation de la C.F.D.T. Les nouveaux Dirigeants de l'entreprise seront-ils aussi des avocats face au pouvoir de la technocratie politique ?

Une Direction doit défendre l'intérêt de l'entreprise et de son personnel.

Si une Direction n'est qu'un relais pour imposer aveuglément les décisions venant des sommets politiques, elle ne sera pas une autorité créatrice et respectable.

Des contacts intersyndicaux ont aussi été pris par la C.F.D.T., seule la C.G.T. et F.O. ont déclaré leur accord avec l'action proposée.

Celle-ci consistait à refuser les heures supplémentaires et le travail des samedis et dimanches.

C'était en gros la forme d'action retenue par les mineurs Anglais.

Cette forme d'action, en plus qu'elle faisait avancer les problèmes de classification des ouvriers de métier, démontrait aussi leurs mauvaises conditions de travail.

L'ACTION DES OUVRIERS DE METIER CONTRAIT LES DIRECTIONS A FAIRE DE NOUVELLES PROPOSITIONS

L'action oblige la Direction à revenir à de meilleurs sentiments et à proposer des solutions plus intéressantes pour les ouvriers de métier.

Le nouvel accord proposé le 28-11-74 et dont la C.F.D.T. a informé par plusieurs tracts, satisfait une grande majorité des ouvriers de métier du fond.

Au jour, par contre, l'accord est moins favorable. N'est-ce pas une sorte de constat, à savoir que dans les actions et dans les grèves, le jour dans son ensemble est moins combatif ?

Mais de toute façon presque tous les ouvriers de métier peuvent arriver en 8 — dans certaines conditions en 9.

Ce sont là des progrès importants dans les classifications et dont on peut dire que c'est l'action de la C.F.D.T. avec les travailleurs qui est à la base de ce succès.

Il reste des objectifs à atteindre

La C.F.D.T. a signé le protocole Ouvriers de Métier pour au moins deux motifs :

1°) Il est un peu l'œuvre de notre syndicat et représente des progrès appréciables par rapport aux classifications au passé.

2°) En décembre 1974 les Mineurs de Lorraine — qui ont mené de nombreuses et dures actions pendant toute l'année ne peuvent pas envisager des actions immédiates pour imposer des solutions sur les points négatifs du protocole.

Donc en accord avec la majorité des ouvriers de métier, la C.F.D.T. prend à son compte et ratifie ce qui est déjà positif.

Mais que la Direction ne s'y trompe pas — soit pas négociation dans les meilleurs délais, ou alors dès que l'occasion sera favorable à la relance de l'action directe — les ouvriers de métier avec la C.F.D.T. écarteront les points négatifs du protocole d'accord ouvrier de métier.

P. BLADT,
Secrétaire Général.

GREVE DE FAULQUEMONT

LA C.F.D.T. NE PEUT TOLERER LA FERMETURE DU PUIT

Le maintien immédiat du Puits n'a pas pu être arraché au cours de la grève d'octobre-novembre à Faulquemont.

Par contre, le Puits qui devait être noyé, sera maintenu hors d'eau, c'est un premier résultat.

L'action de FAULQUEMONT a permis de réouvrir l'ensemble du dossier de l'énergie et de la politique charbonnière.

Même ce qui avait été signé par les Syndicats C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. et C.G.C. en juillet 1974 sous la dénomination de conclusions de l'article XI a été remis en cause. Seule la C.F.D.T. n'a pas signé ces conclusions.

Dès juillet la C.F.D.T. avait déclaré, en refusant de donner sa caution à un simple ralentissement de la régression, que 8 ans pour une politique charbonnière est un délai trop court.

Fixer le prix de la thermie fuel à 3 centimes, était une pénalité envers le charbon.

LE DIRECTEUR GENERAL S'EN VA

Au moment de mettre sous presse, il est public que M. LAGABRIELLE, Directeur Général, quitte le Bassin de Lorraine pour prendre un poste à la Direction Générale des Charbonnages de France.

Dans l'opinion des Mineurs, il est clair qu'il ne s'agit pas d'une simple promotion.

Tout le monde est convaincu que l'accumulation des erreurs dans la conduite de la politique du personnel, la rigidité cassante des positions, « jusqu'au boutisme » dans tous les conflits sociaux depuis 1969 rendaient le maintien en place de l'équipe de Direction actuelle du Bassin impossible.

Pour les Mineurs de Lorraine le Directeur Général des H.B.L. 1969/1974 restera surtout l'homme du démantèlement et des LOOK-OUT — Monsieur LOOK-OUT dit-on chez les Mineurs.

Il est possible que l'on ne tiendra pas grand compte de ce que les actions, que les Mineurs ont été contraints de mener, leur ont coûté matériellement, mais aussi en énergie dépensée.

Par contre, le prix des mouvements auxquels on a obligé les Mineurs Lorrains apparaîtront dans les comptes de l'entreprise et seront considérés.

Tout en supportant la plus grande partie des frais généraux courants ainsi que des frais particulier pour essayer de casser les actions en cours sans négociier, (exemple : ramener du sable de Petite Rosselle à MERLEBACH pendant la grève de la Carrière FREYMING ; transbordements de charbon d'un puits à l'autre...). Ce sont des tonnages importants de production qui ont été perdus par le Bassin en charbon et en coke (1 M.T. de charbon).

Le pouvoir patronal n'a donc pas tiré profit de l'attitude dure de la Direction Générale Lorraine.

LA SITUATION ACTUELLE DES MINEURS LORRAINS NE DÉCOULE PAS DES SEULES DÉCISIONS DE M. LAGABRIELLE

En déplaçant le Directeur Général le pouvoir politique pense peut-être que les Mineurs oublieront que leur situation découle pour la plus grande part des décisions politiques prises dans le domaine social ou économique en ce qui concerne la politique de l'énergie.

Les Mineurs de Lorraine ne peuvent oublier le poids des Hommes dans les décisions ou dans l'application d'une décision prise au-dessus d'eux.

Mais la C.F.D.T. en appelle à la vigilance des Mineurs pour qu'ils ne se laissent pas prendre à la manœuvre consistant à faire porter le chapeau de tous les maux à un seul, alors que le démantèlement du Bassin a été décidé plus haut.

Il y a donc un problème plus fondamental, c'est de savoir si le changement d'homme correspond à un changement d'orientation politique envers les Mineurs et le Bassin ?

Pour la C.F.D.T. M. CŒULLET arrivant à son poste ne part pas avec un préjugé moins favorable que M. LAGABRIELLE.

En effet, ce dernier arrivait dans le Bassin après M. LORIMY, qui avait été l'homme imposant une situation discriminatoire envers la C.F.D.T. par rapport aux autres Syndicats, il était normal de penser que l'attitude du nouveau Directeur Général ne pouvait pas nous être plus défavorable. Mais l'attitude d'en imposer et de casser le Syndicalisme (notamment la C.F.D.T.) de M. LAGABRIELLE a tout changé :

En 1974 le problème est un peu le même.

La C.F.D.T. ne fait aucun procès d'intention au nouveau Directeur.

La C.F.D.T. jugera sur pièces et d'après les actes de la nouvelle équipe de Direction.

Dès septembre la C.F.D.T. réclamait une production du Bassin de Lorraine à 12 M.T. rapidement.

Tout cela est repris maintenant par toutes les organisations syndicales.

C'est l'Unité des mineurs de FAULQUEMONT qui a permis ce progrès.

CAMARADES DE FAULQUEMONT

La Direction Générale qui en veut à « ceux de FAULQUEMONT » pensait vous écœurer en faisant durer votre grève.

Elle ne l'a pas pu.

La D.G. a seulement pu vous contraindre à reprendre le travail, mais pas à saper votre moral.

Par votre action les problèmes des mineurs de toute la France ont avancé.

Soyez remercié pour tout.

La C.F.D.T. pour sa part continuera de se battre pour parvenir à la réouverture du Puits.

UNE POLITIQUE DYNAMIQUE DE L'EMBAUCHAGE SUPPOSE : **Une nouvelle étape dans la revalorisation de la profession !...**

Le 10 Décembre s'est tenue aux Charbonnages de France une réunion pour examiner les « moyens à mettre en œuvre pour faciliter le recrutement à la mine et pour maintenir les jeunes à la mine »...

La délégation C.F.D.T. était composée de Bernard VILBOIS (Lorraine), Auguste GODET (Nord-P.-de-C.) et Jean KASPAR, secrétaire général.

La C.F.D.T. a défendu la plateforme que nous publions ci-dessous et qui nous semble être la base de ce que devrait représenter une véritable revalorisation de la profession.

Nous estimons que la solution pour aboutir à une politique dynamique de l'embauchage dans les mines ne saurait se limiter à mettre en œuvre des mesures spécifiques aux jeunes, comme par exemple la suppression du service militaire pour les jeunes acceptant de travailler 5 ans à la mine. Il s'agit en fait d'une façon beaucoup plus fondamentale de revaloriser la profession afin de lui donner un caractère plus attractif car les jeunes, avant de s'engager dans une carrière professionnelle, comparent de plus en plus les différents statuts sociaux d'une entreprise à l'autre.

Il est bien évident que cette revalorisation ne saurait être seulement matérielle. Il s'agit aussi de revaloriser les conditions de travail et les rapports hiérarchiques au sein de l'entreprise. Ne pas s'engager dans cette voie ne permettra pas de résoudre les graves problèmes auxquels sont confrontés les entreprises minières.

LES PROPOSITIONS DE LA C.F.D.T.

I. — PRATIQUER UNE POLITIQUE DYNAMIQUE DE L'EMBAUCHAGE ET DES EFFECTIFS

L'embauchage des jeunes est une donnée essentielle pour permettre aux Charbonnages de France, comme d'ailleurs aux autres substances, de fonctionner dans des conditions optimales.

Il doit être développé dans le but de résoudre un problème d'effectifs (il est en effet nécessaire d'embaucher plus largement si l'on veut atteindre les objectifs de production qu'entraîne une relance de la production charbonnière) et d'améliorer les conditions et l'organisation du travail.

Il est à noter que l'embauchage plus large de jeunes aurait également pour effet de rajeunir la pyramide des âges de l'entreprise.

Il est bien évident que toute politique dynamique de l'embauchage suppose aussi :

1-1) que soit assuré pour les nouveaux embauchés, un emploi STABLE. Une telle garantie implique que soient très clairement précisées les perspectives d'avenir de la profession. Il s'agit en fait de redonner à la profession un nouveau dynamisme en la faisant contribuer au développement économique et social du pays.

1-2) que soient définies pour le personnel des Mines, des possibilités de promotion par le développement de la formation professionnelle et permanente et la définition de classifications permettant à la promotion d'être effective.

1-3) que soient garanties aux handicapés des possibilités de reclassement promotionnel afin de leur permettre une réinsertion respectant leur dignité d'Homme et de Travailleur.

II. — POLITIQUE SALARIALE

2-1) Pour la C.F.D.T., la politique salariale doit viser à la fixation de salaire minimum qui corresponde réellement au travail particulier de la mine.

Ces salaires minima devront être les suivants :
— pour le Jour : 1 700 F mensuel,
— pour le Fond : 2 000 F mensuel.

Pour les mineurs à l'abatage, le salaire minimum mensuel ne devrait pas être inférieur à 3 000 F.

Par ailleurs, il est anormal que les anciens ouvriers à la tâche soient changés d'emploi sans qu'une garantie de rémunération leur soit accordée.

La C.F.D.T. demande une garantie au moins égale à 80 % du complément de tâche à tout ouvrier ayant une certaine ancienneté au rendement.

En matière de salaire, il convient également de :

— fixer à 1,60 le glissement moyen des salaires à la tâche,
— revaloriser les différentes primes d'activité ou de fonction.

2-2) Amélioration de l'accord sur la mensualisation :

Ces améliorations devraient porter sur 3 points principaux :

- a) mensualisation du personnel dès l'embauchage (cela aurait un caractère attractif pour les jeunes) ;
- b) suppression des trois jours de carence ;
- c) amélioration de la garantie de salaire en cas de maladie ou d'accident de travail par la couverture de 80 % des éléments variables.

2-3) Instauration d'une Indemnité de Départ à la Retraite pour tout le personnel.

Il s'agit en fait d'étendre au personnel ouvrier les dispositions existantes en la matière pour les ETAM (3 mois de salaire pour 30 ans d'ancienneté).

2-4) Revalorisation et Amélioration des Droits en Nature.

La C.F.D.T. demande la gratuité intégrale des droits en nature logement et chauffage (en particulier en améliorant la qualité et la quantité du charbon alloué).

- L'indemnité compensatrice de chauffage doit être revalorisée et uniformisée progressivement.
- L'indemnité compensatrice de logement doit correspondre à un loyer HLM, ce qui permettrait également un choix entre un logement de service et un logement particulier.

2-5) Affilier le personnel au taux de 6 % à la CARCOM et l'IRCOMMEC pour permettre une revalorisation substantielle des retraites complémentaires.

III. — AMÉLIORATIONS DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'HYGIÈNE

Un effort important d'investissement et de recherche doit être réalisé pour améliorer les conditions de travail et d'hygiène dans les Mines (cet effort doit porter en particulier sur les horaires, les transports, le matériel et l'application intégrale de l'ergonomie).

Par ailleurs, il est important de définir de nouvelles mesures dans le domaine de la réduction de la durée de travail, en particulier par une réduction de la durée journalière. La C.F.D.T. estime, en effet, qu'il est possible de réduire la durée journalière d'une heure, et de passer de 8 heures à 7 heures de travail quotidien.

IV. — AMÉLIORATION DE L'HABITAT MINIER

La C.F.D.T. demande un effort important pour engager les travaux de rénovation des logements et des cités minières.

La Fédération des Mineurs C.F.D.T. estime que ces propositions pourraient servir de base à une véritable revalorisation de la profession minière.

Elle n'est pas opposée à l'idée que ces mesures soient prises progressivement, encore faut-il que le délai et les modalités d'application soient négociées avec les organisations syndicales. Il est bien évident que ces propositions devraient s'appliquer à l'ensemble du personnel qu'il soit autochtone ou immigré.

INDEXATION DES RETRAITES MINIÈRES

CONSEIL D'ADMINISTRATION EXTRAORDINAIRE DE LA C.A.N. DU 6 DÉCEMBRE 1974 :

Un Conseil d'administration extraordinaire de la CAN s'est tenu le 6 décembre dernier, afin d'examiner un projet de décret qui doit instituer un nouveau mode de revalorisation des retraites minières. Il s'agit d'appliquer au régime minier, les mêmes dispositions qu'au régime général.

Au cours d'un débat très animé de quatre heures, pendant lequel les représentants C.F.D.T. sont intervenus à plusieurs reprises, les fractions ouvrières ont défendu avec beaucoup de vigueur la double garantie :

1°) minimum de revalorisation au moins égal à celui du régime général ;

2°) maintien de la référence sur les salaires minières.

Les représentants des divers départements ministériels et particulièrement des Finances ont fait valoir qu'il n'est pas possible de retenir une double indexation. Celle-ci créerait une confusion et un précédent très grave pour la sécurité sociale. Il s'agit d'un principe général. En conclusion, le représentant des Finances est contre la double indexation... ou alors pour le maintien du statut quo ?

Cette deuxième hypothèse a été écartée compte tenu du retard accusé antérieurement. D'autre part, le Ministre du Travail a déjà fait savoir à la CAN, par une lettre du 21 août dernier que « des modifications ont été apportées aux grilles hiérarchiques des agents des houillères de Bassin et aux règles de calcul de la majoration des coefficients hiérarchiques en raison de l'ancienneté ; ces modifications ont pour effet de faire disparaître la référence à l'ouvrier de cat. IV du jour des Houillères de Bassin sur le salaire duquel étaient indexées les retraites minières... »

Devant l'impasse, les fractions ouvrières ont alors proposé une suspension de séance pour se concerter. Elles sont revenues en séance avec une position unanime résumée comme suit :

1°) A compter du 1^{er} janvier 1975 : l'indexation actuelle sur la cat. IV jour serait remplacée par la référence au salaire moyen des ouvriers des houillères. Les rajustements interviendraient tous les 6 mois (1^{er} janvier - 1^{er} juillet).

2°) La majoration des retraites prévue par le régime général (6,3 % au 1-1-1975) serait considérée comme une avance ; la régularisation, compte tenu de l'évolution des salaires minières, interviendrait au 1^{er} juillet 1975. Le même processus pour les semestres ultérieurs.

3°) La majoration de 4 % environ, prévue par l'article 174 ter pour l'année 1974 et qui devrait normalement intervenir au 1^{er} mars 1975, serait avancée au 31-12-1974. Ainsi, l'avance du 1-1-1975 égale à celle du régime général interviendrait après cette régularisation.

4°) Les mesures ponctuelles annoncées par le représentant des Finances au cours de la séance ne doivent pas être remises en cause.

Le porte-parole de la fraction patronale s'étant prononcé pour les propositions des administrateurs ouvriers, le représentant des Finances a pris acte de l'unanimité du Conseil. Il considère néanmoins qu'il y a renonciation à la référence du Régime général ?... La parole est maintenant au Gouvernement.

Les mesures ponctuelles :

Il s'agit d'un certain nombre des revendications anciennes et reprises dans un document rédigé à l'issue d'un C.A. extraordinaire du 13 février dernier. Le représentant du Ministre des Finances a annoncé que ces mesures bénéficient « d'un préjugé favorable de principe ». Elles sont actuellement à l'étude par les départements respectifs. Rappelons brièvement ces mesures :

— Pour les invalides : attribution de l'allocation pour enfants à charge (art. 171) et de majoration pour 3 enfants.

— Modification de l'âge limite d'attribution des allocations pour enfants à charge, des allocations mensuelles d'orphelins et des majorations pour enfants, de l'allocation au décès — par l'alignement sur l'âge limite de l'enfant au sens de l'assurance maladie.

— Suppression de toute limite d'âge pour les orphelins infirmes et incurables.

— Attribution du bénéfice de la campagne double pour les périodes de mobilisation et assimilés — cette dernière revendication a été classée en deuxième urgence.

Ces améliorations sont encore bien limitées mais leur acceptation par les Pouvoirs Publics supprimerait les inégalités existantes entre les bénéficiaires des pensions d'invalidité générale et des pensions de vieillesse. Il en est de même pour ceux qui ont encore des enfants à charge au-delà de 16 ans.

Les rentes : Le 5 décembre dernier, l'Assemblée Nationale a voté un texte supprimant les rentes servies actuellement à ceux qui ont moins de 15 ans de service. Ces rentes seraient remplacées par une pension proportionnelle. Le Conseil d'administration de la CAN a été saisi de ce problème et a demandé que les mêmes dispositions soient appliquées au régime minier. En attendant l'application des nouveaux textes, le C.A. propose la mise en place de dispositions transitoires. Nous y reviendrons ultérieurement.

E. STOCKI,
Administrateur de la CAN.

1975 !...

UNENNOUVELLE ANNÉE, OUI !...
MAIS AS-TU PENSÉ A TE SYNDIQUER ?...

AVEC LA C.F.D.T. TU LUTTERAS POUR LA DÉFENSE DE TES INTÉRÊTS !...

- La revalorisation de la profession minière,
- L'amélioration et l'uniformisation des droits en nature,
- De nouveaux rapports entre les HOMMES...

ALORS... N'HÉSITE PAS...

- SYNDIQUE-TOI A LA C.F.D.T.
- PARLES-EN AUTOUR DE TOI !...

BULLETIN D'ADHÉSION

(à remettre à un militant mineur C.F.D.T.
ou à renvoyer au siège de la Fédération à DOUAI)
Je soussigné,

NOM Prénoms
demeurant à Code Postal
N° Rue
Lieu de travail
Profession
déclare adhérer à la C.F.D.T. (Mineurs) à la date du
A le
Signature :

UNE AUTRE POLITIQUE CHARBONNIERE POURQUOI ?...

I. — LA FAILLITE D'UNE POLITIQUE DE L'ÉNERGIE

La France subit aujourd'hui les résultats désastreux d'une politique de l'énergie basée sur l'idée que les produits pétroliers seraient abondants et bon marché pendant très longtemps. Acceptant la stratégie des firmes pétrolières multinationales et refusant de considérer qu'un jour les pays producteurs de pétrole renverseraient le rapport de forces en leur faveur, les gouvernements successifs de notre pays ont élaboré une politique énergétique à court terme laissant le pétrole prendre une place prépondérante dans la couverture des besoins (67 % de la consommation d'énergie primaire en 1973).

Cette politique à court terme a conduit :

- à un type de développement économique lié à la consommation du pétrole et basé très souvent sur un gaspillage considérable,
- à sacrifier toutes les autres sources d'énergie considérées comme non rentables (en particulier le charbon, le gaz et l'hydraulique),
- à trouver secondaire le développement de la recherche d'énergie de substitution (énergie solaire, géothermie, récupération de l'énergie résiduelle des centrales thermiques, etc.).

La situation actuelle n'est pas accidentelle. Les difficultés de notre pays en matière énergétique n'incombent pas aux pays producteurs ou aux « arabes » comme on a tendance à le dire trop facilement, mais en fait à la faillite d'une politique économique d'où est absente toute idée de planification et toute volonté de maîtrise politique de l'économie. Plus fondamentalement encore on peut dire que la situation de l'énergie illustre la faiblesse et la fragilité de l'économie dite « de marché » dans la mesure où celle-ci repose sur la notion de « moindre coût » dont on sait qu'elle est le résultat de stratégies sur lesquelles le pouvoir politique actuel n'a aucune prise (celles des firmes multinationales ou de pouvoirs politiques extérieurs).

Voilà des années que la C.F.D.T. affirme la nécessité :

- d'une **VERITABLE PLANIFICATION DE LA POLITIQUE DE L'ÉNERGIE**, évaluant les besoins en énergie et la part des différentes sources d'énergie dans la couverture des besoins,
- de considérer les différentes sources d'énergie comme **COMPLEMENTAIRES** et **NON CONCURRENTES**,
- de développer la recherche pour assurer la diversification dans la couverture des besoins en énergie,
- d'utiliser **TOUTES** les sources d'énergie dont peut disposer le pays au-delà d'un calcul économique à court terme et qui repose essentiellement jusque-là sur la fragile notion du **COUT IMMÉDIAT**,
- de **REVOIR** fondamentalement le **TYPE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE** qui, dans sa logique même, repose sur une part considérable de gaspillage.

II. — LE CHARBON PEUT ET DOIT AVOIR UNE PLACE PLUS IMPORTANTE DANS LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE FRANÇAISE

Le plan charbonnier arrêté par le Gouvernement est largement dépassé. En fait, il est dérisoire face à l'ampleur des problèmes posés. Se limiter à une production charbonnière autour de 20 M.T. en 1980 est contraire à l'intérêt national et ne tient pas compte des possibilités réelles des gisements charbonniers français. En fait, et nous ne craignons pas de le dire, un tel plan relève davantage d'une volonté de sabotage économique que d'une volonté d'assurer le développement rationnel de toutes les richesses naturelles dont peut disposer le pays.

Quelques chiffres :

• LES RÉSERVES NATIONALES.

Une étude des Charbonnages de France fait état de réserves techniquement exploitables se situant à 1,5 milliard de tonnes au 1^{er} janvier 1973 et à près de 800 millions de tonnes dans les seuls champs aménagés. Ces chiffres démontrent à l'évidence le peu de sérieux qu'il faut accorder à l'idée qu'il n'y a plus de charbon en France.

Par ailleurs, dans cet inventaire des réserves, ne figure pas le gisement du Jura dont l'estimation actualisée reste encore à faire. (En 1962, en se basant sur des résultats de sondages, on a estimé ce gisement à environ 200 millions de tonnes de charbon cokéfiabiles).

Compte tenu de ce qui est dit sur la soi-disant absence de réserves de charbon en France, la C.F.D.T. a demandé depuis plusieurs mois que soit organisée sur le plan national une vaste campagne de sondages permettant d'établir la vérité sur l'importance des réserves charbonnières françaises et en tenant compte des données économiques actuelles.

Le fait que le Gouvernement s'y refuse semble assez significatif et peut être interprété comme une volonté délibérée de sacrifier le charbon national.

D'ailleurs, ce qui se passe pour FAULQUEMONT démontre à l'évidence le manque d'objectivité du Gouvernement. **Près de 150 millions de tonnes de charbon** sont en réserve dans ce puits (soit l'équivalent de 100 millions de tonnes de pétrole, soit aussi l'équivalent de près de 40 milliards de francs en devises).

Le gaspillage des ressources naturelles auquel conduit le plan charbonnier du Gouvernement est inacceptable tant du point de vue politique qu'économique.

Une révision de la politique charbonnière s'impose d'urgence.

• LA COMPÉTITIVITÉ DU CHARBON NATIONAL.

La Fédération des Mineurs C.F.D.T. a fait une étude sur le prix de la thermie fuel et de la thermie du charbon. Les chiffres sont les suivants (base juin 1974) :

- la tonne du fuel industriel (marché de gros sur les côtes de l'Atlantique, soit le prix le plus favorable) **revient à 320 F, soit 3,30 centimes la thermie.**
- la tonne du fuel domestique (même origine) **revient à 583 F, soit à près de 6 centimes la thermie.**

Le prix de revient du charbon français (moyenne nationale) était à la même époque de 181 F la tonne, soit un prix de revient de **2,80 centimes la thermie**. La compétitivité du charbon national est donc indiscutable. Il faut également noter que le charbon français est vendu très largement en-dessous des cours mondiaux et que si l'on valorisait le prix du charbon national, compte tenu du prix de la thermie fuel, les Charbonnages de France pourraient être une entreprise bénéficiaire.

Notons également que le prix de la thermie fuel (entre 3,30 et 6 centimes la thermie) fait apparaître combien les études de M. BLANCARD, Délégué Général à l'Énergie, sont dépassées puisque les directives qu'il a données aux Charbonnages de France au début l'année prévoient que le prix de la thermie fuel industriel ne serait pas supérieur à 3 centimes et que c'est ce chiffre de 3 centimes qui a été pris en compte pour fixer à **20 millions** de tonnes la production charbonnière en 1980. Pour sa part, la Fédération des Mineurs C.F.D.T. avait demandé que les études sur la compétitivité du charbon national prennent en compte un prix de la thermie fuel se situant entre 3,5 et 4,5 centimes la thermie.

Ces quelques indications sur l'importance des réserves nationales et sur la compétitivité du charbon démontrent que ce dernier peut et doit avoir une place plus importante dans la politique énergétique française. C'est d'ailleurs ce qu'ont compris bon nombre de pays étrangers. Ainsi l'Allemagne envisage de passer sa production de 83 millions de tonnes par an à 94 millions de tonnes et à construire plusieurs centrales électriques au charbon.

III. — UNE AUTRE POLITIQUE DE L'ÉNERGIE

La situation actuelle impose la définition d'une nouvelle politique de l'énergie. L'orientation du « tout nucléaire », — indépendamment des risques industriels, économiques, techniques et écologiques qu'elle représente — peut être tout aussi dangereuse que la politique du « tout pétrole » que nous avons connue depuis 1960. En matière énergétique, « mettre tous les œufs dans le même panier » est dangereux.

La C.F.D.T. estime que, contrairement à l'orientation des pouvoirs publics qui considèrent que les autres sources d'énergie doivent être complémentaires au nucléaire, c'est le nucléaire qui doit combler les différences éventuelles et momentanées entre ce que peuvent faire les autres sources d'énergie et les besoins totaux dont la croissance doit être fortement modérée à long terme.

Il est de l'intérêt national que la politique énergétique, comme le préconise la C.F.D.T., conduise :

- à une **véritable relance de la production charbonnière**. Cette relance est techniquement et économiquement possible. Elle le sera socialement si l'on accepte de revaloriser la profession minière ;
- au développement de l'hydraulique et de l'utilisation du gaz naturel ;
- à une recherche accélérée d'énergie de substitution (géothermie, énergie solaire, récupération de l'énergie résiduelle des centrales thermiques, etc.) ;
- à une utilisation prudente et maîtrisée de l'énergie nucléaire.

Le débat que pose l'évolution de la situation énergétique dépasse largement les problèmes de l'énergie. Il s'agit en fait d'un choix de société et de la maîtrise du développement.

Il est clair que le capitalisme est incapable d'apporter une réponse satisfaisante à l'enjeu qui nous est posé. Le socialisme est la seule alternative qui, à long terme, permettra à l'HOMME la maîtrise complète de l'économie pour une finalité autre que le profit et la domination de quelques minorités.

Jean KASPAR,
Secrétaire Général.

AVANTAGES EN NATURE LOGEMENT CHAUFFAGE

Depuis plusieurs années, la C.F.D.T. a mis en avant au cours de nombreuses réunions avec les Charbonnages, la nécessité de revaloriser les avantages en nature (logement et chauffage) et d'engager un processus d'uniformisation progressive de ces avantages.

Au cours de l'année 1974, des améliorations ont été certes apportées en matière d'avantages logement et chauffage. Cela est notoirement insuffisant. La Fédération des Mineurs C.F.D.T. a demandé que s'ouvrent de nouvelles discussions sur ces questions.

L'HABITAT MINIER

La C.F.D.T. estime d'abord que les Houillères, ainsi que les autres Directions d'Entreprises Minières, devraient développer au maximum les travaux d'entretien et de rénovation des cités minières. Si pendant longtemps, les maisons des Houillères représentaient un réel progrès par rapport aux conditions générales d'habitat, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Dans de trop nombreux secteurs, l'habitat minier n'a pas été entretenu et l'on n'y a pas effectué les travaux de rénovation nécessaires pour permettre aux familles des Mineurs le maximum de confort. La C.F.D.T. souhaite que dans tous les bassins, un effort de modernisation et de rénovation soit réellement engagé. Cet effort doit être entrepris parallèlement à une politique d'aménagement de l'espace des régions minières (paysages - équipements sociaux culturels, etc.).

L'INDEMNITÉ COMPENSATRICE DE LOGEMENT

L'indemnité compensatrice de logement est attribuée aux agents des Houillères qui ne peuvent pas être logés par l'entreprise. Elle a été revalorisée en 1974 et le sera encore en 1975 et 1976 (décision prise dans le cadre de la revalorisation de la profession minière).

Elle est au 1-1-1975 de 145 F 20 pour l'ouvrier chef ou soutien de famille ;

Et de 251 F 60 pour l'ETAM chef ou soutien de famille (à cela s'ajoute un complément par enfant à charge).

Deux remarques s'imposent :

- 1^{re}) Cette indemnité compensatrice de logement ne correspond pas et de loin à ce qui représente un loyer, aujourd'hui, dans une H.L.M. par exemple.
- 2^{de}) Les différences qui existent entre ouvriers et ETAM ne se justifient pas dans la mesure où la CFDT estime que c'est la situation familiale (nombre d'enfants) qui doit intervenir et non la différence hiérarchique. Depuis les discussions sur la mensualisation, la C.F.D.T. affirme que l'indemnité de logement devrait correspondre à un loyer H.L.M., le montant étant déterminé par la situation familiale (F 3 F 4 - F 5, etc.).

AVANTAGES CHAUFFAGE

La Fédération des Mineurs et ETAM C.F.D.T. estime que le droit au Chauffage doit être amélioré. Il n'est pas normal que la quantité et la qualité de charbon soient différentes selon que l'on soit ETAM, ouvriers ou cadre. Il faut à terme aboutir à une certaine harmonisation. Il faut également améliorer les conditions d'attribution du droit chauffage des célibataires, des pensionnés, et des veuves. Il n'est pas normal non plus, que le personnel soit obligé de payer le transport de son charbon et la T.V.A. sur son droit au charbon.

Il faut également que les droits ne nature ne soient pas pris en compte pour la déclaration d'impôts.

Dans les Houillères, un accord a été proposé, améliorant certaines règles concernant l'attribution du droit au chauffage et permettant l'option d'une indemnité de chauffage en espèce.

Cette indemnité est de 1 410 F pour les ouvriers, de 1 974 F pour les ETAM, et de 2 820 F pour les ingénieurs.

La C.F.D.T. est intervenue auprès des Charbonnages pour proposer que l'on fixe progressivement à 2 820 F pour tous en 1976 l'indemnité compensatrice de chauffage qui servirait de base à l'attribution en nature.

La C.F.D.T. a également fait plusieurs interventions pour demander que ces mesures soient appliquées à l'ensemble des substances.

La lutte pour l'amélioration et l'égalisation progressive des droits logement et chauffage devient une priorité. La C.F.D.T. s'emploie à faire en sorte que l'on progresse dans le sens indiqué.

« LE JOURNAL DU MINEUR »

Organe Mensuel
de la Fédération Nationale des Mineurs
C. F. D. T.

Secrétariat administratif — Tél. 88-61-86
59500 DOUAI — 35, rue des Ferronniers

ABONNEMENTS

1 an 10,00 F
Soutien 20,00 F
Propagande 30,00 F

Le numéro : 1,00 F

C.C.P. : LILLE 3.773.92

Gérant : Jean PRUVOST

IMPRIMERIE DU MERCURE S.A.

49500 — SEGRÉ

DOUAI SECTION CONCENTRATION DE BARROIS

— Société Immobilière et Entretien des Cités

• La création d'une Société Immobilière, filiale à 100 % Houillères, vient d'être officiellement réalisée. La C.F.D.T. a déclaré que les conditions indispensables à respecter pour le présent et l'avenir sont de ne pas porter atteinte aux prestations logements prévue par le Statut du Mineur pour les ayants droits.

• Cependant l'amélioration et plus encore l'entretien des cités connaissent une lenteur normale. En effet, les demandes « multiples de menues réparations » ne nécessitant que des remplacements de quincailleries, celles relatives aux réfections de portes et fenêtres d'habitations ou de dépendances, ne sont solutionnées que péniblement dans le temps.

• Dans d'autres cités, ce sont des problèmes de voirie (nids de poule, bas-côtés, de route, chemins en mauvais état) qui méritent des mesures plus rapides.

• C'est tout une multitude de travaux de petite importance qui pourraient être effectués si les services étaient dotés de moyens en « Personnel ». Tous les crédits attribués à cet effet, ont-ils été employés ?... Ou bien, ne l'ont-ils pas été par manque de main-d'œuvre ?... Dans ce cas, cette situation est vraiment préjudiciable aux logements et à leurs occupants.

— Echos du D.E.M.

• Sessions de perfectionnement spécifique du personnel ouvrier du D.E.M.

Un des principes indispensables est d'abord de faire en sorte que ces sessions, pour être utiles, soient facilement assimilables. Cet élément confirmé suscitera plus de candidatures parmi les travailleurs.

Le projet 1975 envisage des stages pour 50 agents environ. Tout d'abord, il sera fait appel au volontariat, ensuite une désignation pour ceux susceptibles d'en tirer profit. La C.F.D.T. demande que lorsque ces sessions seront établies, il serait bon de lancer les appels d'inscription en communiquant le programme des études.

tion en communiquant le programme des études.

SESSIONS « Chauffeurs » - Le projet de formation serait envisagé pour 50 chauffeurs. Le contenu : les manœuvres de manutention - le code de la route - l'initiation à la mécanique auto - le secourisme.

EFFECTIF DES S.E.M. - Les S.E.M. supportent actuellement pour le Bassin, une charge de travail croissante. Il a été demandé à la D.G. d'augmenter l'effectif des ouvriers qualifiés de 10 %. Demande également de 5 chauffeurs « tous permis » pour les garages de DOUAI et VALENCIENNES. Les sections intéressées par cette recherche de personnel seraient : Les section Électriques - mécanique - Chaudronnerie et montage-levage.

LES INTERVENTIONS DU DÉLÉGUÉ À L'HYGIÈNE ET À LA SÉCURITÉ DU JOUR

Parmi les nombreuses interventions aux Ateliers Centraux, Magasins, Jardiniers, etc... soulignons :

• Constat de surcharge de travail au Parc Archevêque provoqué par un manque de Personnel. Il faut noter que ce personnel comprend entre autre, une partie de mineurs remontés pour inaptitude physique. Un renforcement de personnel paraît nécessaire pour assurer la bonne marche du Service.

• Le rapport signale en outre la mauvaise aération du local atelier de photocopie, télex, au second étage du S.A.B. possédant également d'autres machines. La pose d'un aérateur s'avère indispensable.

• Une demande de recyclage des brancardiers d'ambulance.

• Les travailleurs occupés au sciage des bûches n'ont guère vu l'arrivée de la commande de manchettes, pourtant déjà signalé au Comité d'Entreprise. Ce personnel devrait être également doté de bottes individuelle compte-tenu des lieux et conditions de travail.

MECANICIENS D'EXTRACTION UNE ACTION BIEN MENEÉE, DONC PAYANTE !...

Suite à l'action et la pression des mécaniciens d'extraction, la Direction a reçu à nouveau les syndicats le 14 Novembre.

La C.F.D.T. a insisté particulièrement pour que soit respecté, dans son application localement, l'esprit des discussions du 4 Septembre. Il ne pouvait, comme nous le disions dans notre précédent numéro, y avoir des « laissés pour compte !... »

A l'issue des nouvelles discussions voici ce qui a été obtenu (ces mesures venant compléter celles prises après l'entrevue du 49) :

1°) Les mécaniciens d'extraction promus à l'échelle 8 sont dispensés du stage d'employé auxiliaire stagiaire. Cette disposition est en particulier applicable aux agents qui ont été promus à la date du 1-7-1974.

2°) Les mécaniciens d'extraction, repris ou non comme titulaires, ayant plus de 10 ans de conduite de machine à la date du 1-7-1974 seront commissionnés 8 T.J. à cette même date.

En ce qui concerne l'U.P. Courrières, on reprendra dans le temps de conduite de machine la totalité de la période pendant laquelle trois mécaniciens étaient affectés à la conduite de deux machines. Mais cette organisation héritée du passé devra disparaître progressivement.

3°) Les mécaniciens d'extraction titulaires pourront accéder à l'échelle 9 T.J. après 20 ans de conduite de machine.

Exemple : Un mécanicien, ayant 15 ans de conduite de machine au 1-7-1974 et promu à ce titre en 8 T.J. à cette même date, accèdera à l'échelle 9 le 1-7-1979.

Ces nouvelles dispositions se traduiront dans telle ou telle U.P. par son excédent de mécaniciens d'extraction par rapport à la formule $x = 0,24 n$ et entraîneront les conséquences suivantes :

1°) En cas de vacance dans une U.P., une mutation en provenance d'une U.P. excédentaire devra être envisagée.

2°) Certains mécaniciens excédentaires devront être reclassés dans d'autres emplois.

Enfin, il est rappelé qu'aucun agent n'est habilité à conduire seul une machine d'extraction sans avoir réussi la probation spécifique prévue à cet effet.

MISE EN APPLICATION

En ce qui concerne les mécaniciens qui viennent d'être promus auxiliaires stagiaires 8 T.J. avec effet du 1-7-1974, le S.G.A.P. procédera à leur commissionnement en date du 1-7-1974 (paragraphe 1° de la présente note).

En ce qui concerne l'application des paragraphes 2° et éventuellement 3°, les U.P. adresseront dans les plus brefs délais leurs propositions au S.G.A.P. avec effet du 1-7-1974.

OSTRICOURT

TROIS BONNES JOURNEES DE FORMATION SYNDICALE

Une trentaine de militants C.F.D.T. de l'U.P. OSTRICOURT ont participé à une session d'étude et de formation du 5 au 7-12.

Le programme de ces 3 journées de travail intensif comportait, entre autres : les positions défendues par la C.F.D.T. lors des dernières discussions aux Charbonnages de France et aux H.B.N.P.C., par rapport aux augmentations de salaires, aux droits en nature, à la grille de salaires, dans les C.E. et à la Commission des Œuvres Sociales.

Les perspectives à la stratégie de la C.F.D.T., les problèmes de Sécurité Sociale Minière et la préparation des prochaines élections SSM furent également étudiés.

Afin de pouvoir mieux encore informer les travailleurs des options C.F.D.T., des exercices de prise de parole furent enfin organisés.

C'est dans la fraternité que se termina la session avec le « méchouis » de l'amitié. (notre photo).



DATE DE PAIE EN 1975

I. - OUVRIERS

1.1. Le calendrier de la paie (salaires mensualités et prestations familiales mensuelles) des ouvriers non payés par virement est fixé comme suit :

— Vendredi 10 Janvier
— Lundi 10 Février
— Lundi 10 Mars
— Jeudi 10 Avril
— Samedi 10 Mai
— Mardi 10 Juin
— Jeudi 10 Juillet
— Vendredi 8 Août
— Mercredi 10 Septembre
— Vendredi 10 Octobre
— Samedi 8 Novembre
— Mercredi 10 Décembre.

• Le paiement de la prime de résultats aura lieu les :
— Vendredi 27 Juin
— Mardi 30 Décembre.

1.2. Les ouvriers payés par virement auront leur compte crédité :

— aux dates ci-dessus pour le montant de leurs salaires mensualisés et de leur prime de résultats,
— aux dates de paie des E.T.A.M. pour le montant mensuel de leurs prestations familiales.

2. - E.T.A.M.

Le calendrier de la paie des E.T.A.M. est fixé comme suit

RESULTATS DES ELECTIONS DES DELEGUES DES E.T.A.M. DU 26 NOVEMBRE 1974

Circonscriptions	Collèges	Inscrits	Votants	Suffrages exprimés	C.G.T.		C.G.T. - F.O.		C.F.T.C.		C.F.D.T.		C.G.C.	
					Voix	Elus	Voix	Elus	Voix	Elus	Voix	Elus	Voix	Elus
U.P. autres que BRUAY	T.A.M. JOUR ADMINISTRATIFS	960	818	811	132	1	-	-	330	5	79	-	269	1
		399	358	349	45	1	-	-	229	4	42	-	32	-
ENSEMBLE des U.P. CHARBON	T.A.M. FOND T.A.M. JOUR et Ad. (BRUAY inclus)	2 300	2 040	2 026	299	1	-	-	505	-	36	-	1 183	9
		1 421	1 232	1 216	180	2	-	-	569	9	138	-	327	2
ENSEMBLE HORS U.P. CHARBON	Unique	3 625	3 043	2 983	285	-	-	-	1 632	15	527	2	534	3
ENSEMBLE BASSIN		7 346	6 315	6 225	764	3	-	-	2 706	24	701	2	2 044	14
1974 %	-	-	85,96 %	84,74 %	12,3 %	3	-	-	43,5 %	24	11,3 %	2	32,9 %	14
1971 %	-	-	86,50 %	84,95 %	13,6 %	2	3 %	-	39,8 %	28	16,6 %	8	27, - %	13
1968 %	-	-	83,75 %	81,67 %	8,3 %	2	5,5 %	-	48, - %	33	14,3 %	6	23,8 %	9

N.B. : Nous commenterons ces résultats dans notre prochain numéro ...

APPOINTEMENTS DU MOIS DE :	DATE DE PAIEMENT
Janvier	Vendredi 31 Janvier
Février	Vendredi 28 Février
Mars	Mardi 1 ^{er} Avril
Avril	Vendredi 2 Mai
Mai	Lundi 2 Juin
Prime de résultats	Vendredi 27 Juin
Juin	Mardi 1 ^{er} Juillet
Juillet	Vendredi 1 ^{er} Août
Août	Lundi 1 ^{er} Septembre
Septembre	Mercredi 1 ^{er} Octobre
Octobre	Vendredi 31 Octobre
Novembre	Lundi 1 ^{er} Décembre
Prime de résultats	Mardi 30 Décembre
Décembre	Samedi 3 Janvier 1976

bassin nord pas de calais

Permanenences des Assistantes Sociales à partir du 1 Janvier 1975

Nom de l'assistante sociale	Lieu des permanences	Jour et horaire	N° de téléphone
<u>Melle GRODZISKI</u>	Usines de Gayant	- Mardi 8 h 00 à 10 h 00	PTT.28.79.03 Poste 628
	Siège Notre-Dame	- Mardi 13 h 00 à 15 h 00 - Vendredi 8 h 00 à 10 h 00	(95
	Siège N° 9	- Jeudi 13 h 00 à 15 h 00	-
	Siège Dechy	- Vendredi 13 h 00 à 15 h 00	-
Le personnel de l'Usine Fort de Scarpe peut se rendre à l'une des permanences ci-dessus.			
<u>Mme DELVART</u>	Siège Barrois	- Mardi 13 h 30 à 15 h 30 - Vendredi 13 h 30 à 15 h 30	(605
	Siège Déjardin	- Mercredi 13 h 30 à 15 h 00	72 demander 1'A.S.
	Usines de Somain	- 2ème mercredi 16h 00 à 17 h 00	47.40 demander 1'A.S.
<u>Melle REANT</u>	Bureaux Centraux	- Mercredi 8 h 00 à 9 h 30	45.51
	Siège Agache	- Mercredi 13 h 00 à 14 h 30	51.20
	Siège Arenberg	- Vendredi 13 h 00 à 14 h 30	31.86

AUCHEL - BRUAY
LETTRE AU CHEF DU S.G.A.P. DU 25 NOVEMBRE 1974
CONCERNANT LA NON LIVRAISON
DU BOIS D'ALLUMAGE

Monsieur,
De nombreuses plaintes nous parviennent concernant le service du bois d'allumage qui doit être livré avec le charbon. Elles émanent d'ouvriers actifs et retraités, desservis par le centre de distribution d'Haillicourt, dont certains n'ont pas perçu de bois en 1974.
Nous estimons cette façon de faire incompatible avec les coutumes en vigueur qui allouent une attribution de bois d'allumage dans les conditions suivantes :
— ouvriers en activité : 200 kgs de vieux bois par an, si possible débité (au chef et soutien de famille),
— pensionnés et veuves : la ration est de 160 kgs de vieux bois par an.
Et nous pensons que cela ne sert pas actuellement la

profession minière pour laquelle on parle tant de revalorisation, alors que tous les jours on constate de nouvelles atteintes aux droits des mineurs et de leurs familles.
Nous voulons espérer que vos services mettront tout en œuvres pour améliorer la qualité et les conditions de livraison du bois d'allumage, et assurer intrinsèquement les quantités prévues.
Recevez, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.
Le Syndicat
N.B. — En ce qui concerne le charbon, nous joignons notre demande à celle de notre Fédération, pour que soient améliorées les qualités et quantités du charbon alloué.

CHAUFFAGE
LOGEMENT
GRILLE DE
SALAIRES ...

INTERVENTION AUPRES
DU MINISTRE DE
L'INDUSTRIE

Mulhouse, le 12 Décembre 1974
Monsieur le Ministre,
J'ai l'honneur, au nom de notre fédération d'attirer votre attention sur les problèmes suivants :
1°) Indemnité compensatrice de chauffage
L'accord conclu aux Charbonnages de France sur l'indemnité compensatrice de chauffage fixe à 1300 F, base 1^{er} Avril 1974, et à 1410 F, base 1^{er} Juillet 1974, l'indemnité compensatrice de base pour le droit au chauffage. A cette indemnité de base est appliqué le coefficient 1,4 pour les E.T.A.M. et 2 pour les cadres. Par ailleurs, 3 coefficients climatiques interviennent pour déterminer l'indemnité compensatrice des différents bassins.
Notre fédération estime que l'ensemble des substances minières devraient bénéficier des mêmes dispositions.
• Les Mines de Potasse et les Mines de Fer de l'Est devraient bénéficier de l'indemnité de chauffage du même montant que celle prévue dans l'accord Cdf pour la Zone 1 (1410 F pour les ouvriers - 1974 F pour les ETAM, base Juillet) ;
• Les Mines d'Ardoises et les Mines de Fer de l'Ouest de l'indemnité de chauffage prévue pour la Zone 2 dans l'accord Cdf.
(1269 F pour les ouvriers - 1776 F pour les ETAM, base Juillet).
Nous demandons que ces dispositions soient appliquées avec effet rétroactif à compter du 1^{er} Avril, comme aux Charbonnages.

2°) Application de la nouvelle grille de salaires au personnel des Ardoisières
Nous insistons, une nouvelle fois, pour vous demander de prendre les dispositions qui permettront d'appliquer au personnel des Ardoisières les avantages de la nouvelle grille des salaires instaurée aux Charbonnages et dans d'autres substances, dans le cadre de la revalorisation de la profession minière.
Il serait intolérable que le personnel des ardoisières soit exclu du bénéfice de ces dispositions.

3°) Revalorisation de l'indemnité de logement des ETAM
Le personnel ETAM de certaines substances (les Mines de Potasse, par exemple) ne bénéficie pas encore de la revalorisation de l'indemnité de logement décidée pour cette catégorie de personnel aux Charbonnages.
Sur ce point aussi notre fédération insiste pour que cette mesure soit étendue à tous les ETAM des différentes substances minières.
Dans l'attente d'un règlement rapide de ces différents problèmes et vous en remerciant d'avance, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre haute considération.
J. KASPAR
Secrétaire Général

BAREME DES RETRAITES C.A.N. AU 1 SEPTEMBRE 1974

TABLEAU I - MONTANT ANNUEL DES RETRAITES MINIERES (JOUR)										DATE D'EFFET : 1er septembre 1974						
SANS MAJORATION POUR ENFANTS										AVEC MAJORATION POUR ENFANTS						
A	T	Montant	T	Montant	T	Montant	T	Montant	T	Montant	T	Montant	T	Montant	T	Montant
15	060	4988,40	061	5071,54	062	5154,68	063	5237,82	064	5320,96	065	5404,10	066	5487,24	067	5570,38
16	064	5320,96	065	5404,10	066	5487,24	067	5570,38	068	5653,52	069	5736,66	070	5819,80	071	5902,94
17	068	5653,52	069	5736,66	070	5819,80	071	5902,94	072	5986,08	073	6069,22	074	6152,36	075	6235,50
18	072	5986,08	073	6069,22	074	6152,36	075	6235,50	076	6318,64	077	6401,78	078	6484,92	079	6568,06
19	076	6318,64	077	6401,78	078	6484,92	079	6568,06	080	6651,20	081	6734,34	082	6817,48	083	6900,62
20	080	6651,20	081	6734,34	082	6817,48	083	6900,62	084	6983,76	085	7066,90	086	7150,04	087	7233,18
21	084	6983,76	085	7066,90	086	7150,04	087	7233,18	088	7316,32	089	7399,46	090	7482,60	091	7565,74
22	088	7316,32	089	7399,46	090	7482,60	091	7565,74	092	7648,88	093	7732,02	094	7815,16	095	7898,30
23	092	7648,88	093	7732,02	094	7815,16	095	7898,30	096	7981,44	097	8064,58	098	8147,72	099	8230,86
24	096	7981,44	097	8064,58	098	8147,72	099	8230,86	100	8314,00	101	8397,14	102	8480,28	103	8563,42
25	100	8314,00	101	8397,14	102	8480,28	103	8563,42	104	8646,56	105	8729,70	106	8812,84	107	8895,98
26	104	8646,56	105	8729,70	106	8812,84	107	8895,98	108	8979,12	109	9062,26	110	9145,40	111	9228,54
27	108	8979,12	109	9062,26	110	9145,40	111	9228,54	112	9311,68	113	9394,82	114	9477,96	115	9561,10
28	112	9311,68	113	9394,82	114	9477,96	115	9561,10	116	9644,24	117	9727,38	118	9810,52	119	9893,66
29	116	9644,24	117	9727,38	118	9810,52	119	9893,66	120	9976,80	121	10059,94	122	10143,08	123	10226,22
30	120	9976,80	121	10059,94	122	10143,08	123	10226,22	124	10309,36	125	10392,50	126	10475,64	127	10558,78
31	124	10309,36	125	10392,50	126	10475,64	127	10558,78	128	10641,92	129	10725,06	130	10808,20	131	10891,34
32	128	10641,92	129	10725,06	130	10808,20	131	10891,34	132	10974,48	133	11057,62	134	11140,76	135	11223,90
33	132	10974,48	133	11057,62	134	11140,76	135	11223,90	136	11306,04	137	11390,18	138	11473,32	139	11556,46
34	136	11306,04	137	11390,18	138	11473,32	139	11556,46	140	11639,60	141	11722,74	142	11805,88	143	11889,02
35	140	11639,60	141	11722,74	142	11805,88	143	11889,02	144	11970,16	145	12053,30	146	12136,44	147	12219,58
36	144	11970,16	145	12053,30	146	12136,44	147	12219,58	148	12302,72	149	12385,86	150	12469,00	151	12552,14
37	148	12302,72	149	12385,86	150	12469,00	151	12552,14	152	12635,28	153	12718,42	154	12801,56	155	12884,70
38	152	12635,28	153	12718,42	154	12801,56	155	12884,70	156	12967,84	157	13050,98	158	13134,12	159	13217,26
39	156	12967,84	157	13050,98	158	13134,12	159	13217,26	160	13300,40	161	13383,54	162	13466,68	163	13549,82
40	160	13300,40	161	13383,54	162	13466,68	163	13549,82	164	13632,96	165	13716,10	166	13800,24	167	13883,38
41	164	13632,96	165	13716,10	166	13800,24	167	13883,38	168	13966,52	169	14049,66	170	14132,80	171	14215,94
42	168	13966,52	169	14049,66	170	14132,80	171	14215,94	172	14300,08	173	14383,22	174	14466,36	175	14549,50

Durée des services en années : Colonne A

en trimestres : Colonne T

N.B.: Pour les pensions de Veuves, diviser par 2 les montant ci-dessus.

TABLEAU II - Coefficient à appliquer aux pensions pour tenir compte des trimestres de services effectués au fond																
Durée des services au fond en années	Trimestres de fond	Coefficient	Trimestres de fond	Coefficient	Trimestres de fond	Coefficient	Trimestres de fond	Coefficient	Trimestres de fond	Coefficient	Trimestres de fond	Coefficient	Trimestres de fond	Coefficient	Trimestres de fond	Coefficient
-	-	-	1	1,0015	2	1,0030	3	1,0045	4	1,0060	5	1,0075	6	1,0090	7	1,0105
1	4	1,0060	5	1,0075	6	1,0090	7	1,0105	8	1,0120	9	1,0135	10	1,0150	11	1,0165
2	8	1,0120	9	1,0135	10	1,0150	11	1,0165	12	1,0180	13	1,0195	14	1,0210	15	1,0225
3	12	1,0180	13	1,0195	14	1,0210	15	1,0225	16	1,0240	17	1,0255	18	1,0270	19	1,0285
4	16	1,0240	17	1,0255	18	1,0270	19	1,0285	20	1,0300	21	1,0315	22	1,0330	23	1,0345
5	20	1,0300	21	1,0315	22	1,0330	23	1,0345	24	1,0360	25	1,0375	26	1,0390	27	1,0405
6	24	1,0360	25	1,0375	26	1,0390	27	1,0405	28	1,0420	29	1,0435	30	1,0450	31	1,0465
7	28	1,0420	29	1,0435	30	1,0450	31	1,0465	32	1,0480	33	1,0495	34	1,0510	35	1,0525
8	32	1,0480	33	1,0495	34	1,0510	35	1,0525	36	1,0540	37	1,0555	38	1,0570	39	1,0585
9	36	1,0540	37	1,0555	38	1,0570	39	1,0585	40	1,0600	41	1,0615	42	1,0630	43	1,0645
10	40	1,0600	41	1,0615	42	1,0630	43	1,0645	44	1,0660	45	1,0675	46	1,0690	47	1,0705
11	44	1,0660	45	1,0675	46	1,0690	47	1,0705	48	1,0720	49	1,0735	50	1,0750	51	1,0765
12	48	1,0720	49	1,0735	50	1,0750	51	1,0765	52	1,0780	53	1,0795	54	1,0810	55	1,0825
13	52	1,0780	53	1,0795	54	1,0810	55	1,0825	56	1,0840	57	1,0855	58	1,0870	59	1,0885
14	56	1,0840	57	1,0855	58	1,0870	59	1,0885	60	1,0900	61	1,0915	62	1,0930	63	1,0945
15	60	1,0900	61	1,0915	62	1,0930	63	1,0945	64	1,0960	65	1,0975	66	1,0990	67	1,1005
16	64	1,0960	65	1,0975	66	1,0990	67	1,1005	68	1,1020	69	1,1035	70	1,1050	71	1,1065
17	68	1,1020	69	1,1035	70	1,1050	71	1,1065	72	1,1080	73	1,1095	74	1,1110	75	1,1125
18	72	1,1080	73	1,1095	74	1,1110	75	1,1125	76	1,1140	77	1,1155	78	1,1170	79	1,1185
19	76	1,1140	77	1,1155	78	1,1170	79	1,1185	80	1,1200	81	1,1215	82	1,1230	83	1,1245
20	80	1,1200	81	1,1215	82	1,1230	83	1,1245	84	1,1260	85	1,1275	86	1,1290	87	1,1305
21	84	1,1260	85	1,1275	86	1,1290	87	1,1305	88	1,1320	89	1,1335	90	1,1350	91	1,1365
22	88	1,1320	89	1,1335	90	1,1350	91	1,1365	92	1,1380	93	1,1395	94	1,1410	95	1,1425
23	92	1,1380	93	1,1395	94	1,1410	95	1,1425	96	1,1440	97	1,1455	98	1,1470	99	1,1485
24	96	1,1440	97	1,1455	98	1,1470	99	1,1485	100	1,1500	101	1,1515	102	1,1530	103	1,1545
25	100	1,1500	101	1,1515	102	1,1530	103	1,1545	104	1,1560	105	1,1575	106	1,1590	107	1,1605
26	104	1,1560	105	1,1575	106	1,1590	107	1,1605	108	1,1620	109	1,1635	110	1,1650	111	1,1665
27	108	1,1620	109	1,1635	110	1,1650	111	1,1665	112	1,1680	113	1,1695	114	1,1710	115	1,1725
28	112	1,1680	113	1,1695	114	1,1710	115	1,1725	116	1,1740	117	1,1755	118	1,1770	119	1,1785
29	116	1,1740	117	1,1755	118	1,1770	119	1,1785	120	1,1800	121	1,1815	122	1,1830	123	1,1845
30	120	1,1800	121	1,1815	122	1,1830	123	1,1845	124	1,1860	125	1,1875	126	1,1890	127	1,1905
31	124	1,1860	125	1,1875	126	1,1890	127	1,1905	128	1,1920	129	1,1935	130	1,1950	131	1,1965
32	128	1,1920	129	1,1935	130	1,1950	131	1,1965	132	1,1980	133	1,1995	134	1,2010	135	1,2025
33	132	1,1980	133	1,1995	134	1,2010	135	1,2025	136	1,2040	137	1,2055	138	1,2070	139	1,2085
34	136	1,2040	137	1,2055	138	1,2070	139	1,2085	140	1,2100	141	1,2115	142	1,2130	143	1,2145
35	140	1,2100	141	1,2115	142	1,2130	143	1,2145	144	1,2160	145	1,2175	146	1,2190	147	1,2205
36	144	1,2160	145	1,2175	146	1,2190	147	1,2205	148	1,2220	149	1,2235	150	1,2250	151	1,2265
37	148	1,2220	149	1,2235	150	1,2250	151	1,2265	152	1,2280	153	1,2295	154	1,2310	155	1,2325
38	152	1,2280	153	1,2295	154	1,2310	155	1,2325	156	1,2340	157	1,2355	158	1,2370	159	1,2385
39	156	1,2340	157	1,2355	158	1,2370	159	1,2385	160	1,2400	161	1,2415	162	1,2430	163	1,2445
40	160	1,2400	161	1,2415	162	1,2430	163	1,2445	164	1,2460	165	1,2475	166	1,2490	167	1,2505
41	164	1,2460	165	1,2475	166	1,2490	167	1,2505	168	1,2520	169	1,2535	170	1,2550	171	1,2565
42	168	1,2520	169	1,2535	170	1,2550	171	1,2565								

LA C.F.D.T. AU SERVICE DES RETRAITÉS ET DES VEUVES

POUR UNE POLITIQUE DYNAMIQUE DU 3^{ème} AGE

« L'ÉGALITÉ DE DROITS SE JUSTIFIE POUR LES PERSONNES AGÉES, PAR LA PART QU'ELLES ONT PRISES A LA CONSTRUCTION DE L'ECONOMIE, A LA VIE DE LA COMMUNAUTÉ, A L'EDUCATION DES ENFANTS, A LA DÉFENSE DES LIBERTÉS ET A L'AMÉLIORATION DU SORT DES TRAVAILLEURS... »
(C.F.D.T. - La Charte du 3^e âge)

LE RETRAITÉ : HOMME RESPONSABLE ET NON UN ASSISTÉ !

CECI IMPLIQUE :

- Suppression des inégalités sociales (Allocations de vieillesse au moins égales au S.M.I.C.),
- Revalorisation générale de toutes prestations permettant aux Retraités et aux Veuves de bénéficier de l'expansion économique,
- Pension de reversion portée au taux de 75 %,
- Aménagement de la fiscalité qui frappe lourdement les Personnes âgées...
- Extension de l'aide ménagère et des soins à domicile,
- Création des résidences sanitaires pour personnes âgées,

ACTION SOCIALE ET SANITAIRE

- Extension de l'aide ménagère et des soins à domicile,
- Création des résidences sanitaires pour personnes âgées,
- Suppression des hospices et leur transformation en maisons de soins,
- Création de maisons de retraite accessibles à toutes les catégories de retraités et veuves,
- Maintien à domicile par la création des services médicaux et sociaux appropriés.



ORGANISER LES LOISIRS

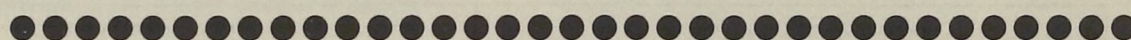
Pour permettre aux Retraités de s'adapter à leur nouvelle vie, il faut :

- Faciliter l'organisation des vacances,
- Créer des Clubs et Foyers,
- Favoriser la vie communautaire,
- Créer des activités sportives, culturelles, des activités manuelles, comme les ateliers de bricolage...



DEFENDRE NOS CONQUETES SOCIALES

- La récession minière ne peut servir de prétexte pour remettre en cause les avantages sociaux conquis de haute lutte par la corporation minière...
- LA C.F.D.T. S'OPPOSERA A TOUTES TENTATIVES DE NIVELLEMENT DES RETRAITÉS VERS LE BAS !...
- LE PROGRÈS TECHNIQUE DOIT SERVIR A TOUS !...



AVEC LA C.F.D.T. EXIGEZ :
UNE VERITABLE POLITIQUE
DU 3^{ème} AGE
ET NON UNE ASSISTANCE ...